

Solutions globales ou verbiage idéologique?

Les grands problèmes de l'humanité nécessitent des solutions concrètes et globales, que l'on a trop souvent tendance à enterrer sous du verbiage idéologique. Nous sommes placés devant un choix: voulons-nous une société mondiale ouverte ou fermée? *Ouverte* signifie responsabilité de chacun, liberté, confiance; *fermée* signifie danger, récession, inquiétude, appel à plus d'Etat et de réglementations.

En quoi aidons-nous les pauvres en répétant sans cesse qu'1,2 milliard de personnes doivent vivre avec moins d'un dollar par jour, voire 3 milliards avec moins de deux dollars? A quoi sert-il de calculer que telle star du football français peut gagner en un jour 109 fois plus qu'un pauvre en une année? A quoi bon de tels slogans, si en même temps nous tentons de donner à la notion de développement durable une connotation dénaturée? Dénaturée, parce que nous croyons que cette vision écologique a maintenant cédé la place à une vision de croissance. Parce que certains milieux, à Johannesburg comme à Rio, ont échoué à imposer au monde leur credo écologique unilatéral sous une forme juridiquement contraignante.



Par Joseph Crochet*

gralité leur valeur multiple.» On ne saurait mieux exprimer l'utilité de la forêt dans le respect de l'être humain et de la nature.

Et le flop advint!

La mal nommée «société civile» -- selon Maria Mies, «un rassemblement d'organisations non gouvernementales les plus diverses» -- a pourtant presque réussi, depuis douze ans, à faire passer la quasi-totalité de la société à côté de l'essentiel de ce message. Suite au Sommet de 1992, l'on a mis en route neuf processus politiques mondiaux censés servir à la concrétisation de l'«esprit de Rio». Sont-ils de taille à résister au système né parallèlement de la déception laissée par celui de Rio? Initialement, ce système était destiné à la sauvegarde des forêts tropicales. Dans le but d'arrêter le déboisement? Mais les labels de qualité ne sont certainement pas le premier souci de ceux qui ont faim!

De ce côté-là, les réactions ne se sont donc pas fait attendre. Il fallut alors se tourner vers d'autres forêts, celles d'Europe. Où l'on considéra d'abord le problème local et où l'on voulut intervenir à l'aide du label de qualité et d'origine. Ce fut le flop! Car entre-temps, l'écologie et l'économie avaient enserré la politique dans des limites étroites et alarmé la population par des formules aussi creuses qu'apocalyptiques créant une ambiance de fin du monde. De son côté, le déboisement dû à la pauvreté -- car celle-ci reste la cause principale de celui-là -- continuait inexorablement, sans que l'on voie l'ampleur mondiale du phénomène ni du réchauffement climatique.

Dès lors, se dit-on, il faut un gouvernement mondial, avec un ministre mondial des forêts, de manière à pouvoir sauver la forêt, et par elle l'environnement, au moyen d'ordres venus d'en haut.

Forestiers sur la scène internationale

D'autres, instruits par l'expérience, comprennent cependant que cela ne marcherait pas. Ils mirent en doute la légitimité d'une telle démarche «descendante». Ils redécouvrirent le droit justifié des Etats nationaux à donner leur avis, ainsi que l'importance de ce droit dans la construction d'une solution globale, dotée d'une «légitimité verticale». Parallèlement, l'existence d'une «légitimité horizontale», par-dessus les frontières des Etats nationaux, ne saurait être méconnue. **Les problèmes écologiques et les activités économiques sont en effet des réalités mondiales.** Tous ceux qui se limitent à une vision locale seront inévitablement mis en minorité par les tenants d'une vision globale.

Nous autres propriétaires forestiers, nous nous sentons en sécurité dans notre petit domaine et n'aimons pas nous aventurer sur la scène internationale. Lourde erreur, que la Certification forestière paneuropéenne s'efforce de corriger par une décision intelligente. La PEFC est une émanation de la Conférence ministérielle sur la protection des forêts en Europe (processus d'Helsinki). Lors de sa sixième réunion générale, elle a défini la direction menant vers un réseau mondial de systèmes nationaux. A une base commune, obligatoire pour tous, s'ajoutent les particularités nationales qui résultent nécessairement des différences existant dans le développement durable des écosystèmes forestiers locaux et dans les prescriptions légales de chaque Etat. Prescriptions qui parfois manquent encore, mais qui deviendront inévitables au cours de ce processus d'«interaction entre la légitimité horizontale (mondiale) et la légitimité verticale (locale)». Penser et agir localement et globalement!

L'utilité de la forêt

L'exemple des forêts permet d'éclaircir quelque peu la discussion relative au développement durable. La déclaration de Rio sur les forêts, sous «Principes/éléments», chiffre 2b, dit ceci: **«Les ressources et les terres forestières doivent être gérées d'une façon écologiquement viable de manière à répondre aux besoins sociaux, économiques, écologiques, culturels et spirituels des générations actuelles et futures.** L'homme a besoin de produits et de services forestiers tels que le bois et les produits à base de bois, l'eau, les produits alimentaires et fourragers, les plantes médicinales, le combustible, les matériaux de construction, l'emploi, les loisirs, les habitats de la faune et de la flore, la diversité des paysages, les réservoirs et puits de carbone et d'autres produits forestiers. Des mesures appropriées doivent être prises pour protéger les forêts contre les effets nocifs de la pollution, notamment atmosphérique, les incendies, les espèces nuisibles et les maladies, afin de maintenir dans son inté-

* Joseph Crochet est président d'honneur de la Confédération européenne des propriétaires forestiers, Luxembourg.